



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Sous-préfecture d'Alès
Bureau de l'environnement
et des polices administratives

Affaire suivie par Bruno AMAT
Chef du pôle
bruno.amat@gard.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° 2026-06 du 10 février 2026
concernant la cessation d'activité sur le site de Salindres de la société RHODIA OPÉRATIONS

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, L.511-1, L.512-6-1, R.181-45, R.512-39-1 à R.512-39-3 et R.512-75-1;
- Vu** le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement
- Vu** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 22 août 2023 nommant monsieur Émile SOUMBO en qualité de sous-préfet d'Alès ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2024-10-18-00007 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Emile SOUMBO, sous-préfet d'Alès ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 25 juillet 2013 modifié actualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société RHODIA OPÉRATIONS pour l'exploitation de ses installations industrielles sur son site de Salindres et autorisant la modification des installations dans le cadre du projet FORCE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2017-30 du 20 novembre 2017 modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 25 juillet 2013 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2021-36 du 16 août 2021 relatif à la réhabilitation des dépôts de résidus industriels dits bassins »PPFO3 sur la plateforme chimique de Salindres complété par l'arrêté préfectoral n°2024-17 du 18 décembre 2024 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-07 du 21 juin 2024 renforçant certaines dispositions applicables à la société RHODIA OPÉRATIONS sur le site de Salindres ;
- Vu** le courrier de la société RHODIA OPÉRATIONS au préfet en date du 11 mars 2025 déclarant la cessation d'activité sur la plateforme chimique de Salindres ;
- Vu** le courrier de la société RHODIA OPÉRATIONS en date du 3 juillet 2025 précisant les parcelles concernées par la cessation d'activité ;
- Vu** le courrier de la société RHODIA OPÉRATIONS en date du 22 octobre 2025 demandant une extension de délai pour fournir le mémoire de réhabilitation du site de Salindres ;

- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 13 janvier 2026 faisant suite à la visite d'inspection réalisée le 16/12/2025 sur la plateforme chimique de Salindres ;
- Vu** le courrier en date du 14 janvier 2026 communiquant à la société RHODIA OPÉRATIONS le projet de présent arrêté afin que celui-ci puisse présenter ses observations éventuelles par écrit dans un délai de 15 jours ;
- Vu** les observations formulées par la société RHODIA OPÉRATIONS en date du 2 février 2026 formulées lors de la démarche contradictoire en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la société RHODIA OPÉRATIONS a déclaré la cessation de son activité sur la plateforme chimique de Salindres par courrier du 11/03/2025,

Considérant que lors de la visite d'inspection du 16/12/2025 sur la plateforme chimique de Salindres, l'inspection a constaté sur la base des résultats de l'autosurveillance de la nappe des remblais présentés à cette occasion, des concentrations de pollutions élevées en composés organiques halogénés volatils (COHV) et en acide trifluoroacétique (TFA) au niveau des piézomètres référencés Pz 506/507 et Pz 512 situés sur l'emprise historique des terrains de RHODIA OPÉRATIONS respectivement au niveau de l'atelier PPFO et à l'est de l'atelier Florin;

Considérant qu'aucun élément sur l'origine de ces pollutions concentrées et sur les premiers éléments d'interprétation en découlant, ni aucune estimation de la vitesse de la nappe des remblais ici concernée n'ont pu être présentés lors de cette visite d'inspection ;

Considérant les possibilités de transfert de ces polluants qu'il peut exister vers les enjeux environnementaux extérieurs au site, notamment la rivière Avène s'écoulant à l'est de la plateforme chimique ;

Considérant qu'en application de l'article R.512-39-3-I du code de l'environnement, l'exploitant doit proposer au préfet « les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées » ;

Considérant ainsi qu'il est nécessaire de traiter en priorité les zones de pollution concentrée pour protéger les intérêts défendus à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant la trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles que dessine l'article L 523-6-1 du code de l'environnement pour tendre vers la fin de ces rejets le 27 février 2030 ;

Considérant que l'article L.181-14 du code de l'environnement dispose notamment :

« L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;

Considérant que l'article R.181-45 du code de l'environnement dispose notamment :

« Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L.181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-22 à R.181-32.

Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit.

Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2. [...] » ;

Sur proposition du sous-préfet d'Alès,

ARRÊTE :

Article 1er :

La société RHODIA OPÉRATIONS dont le siège social est situé 9 rue des Cuirassiers 69003 LYON est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site en cours de réhabilitation situé sur la commune de Salindres.

Article 2 : Schéma conceptuel

La société RHODIA OPÉRATIONS fournit, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, le schéma conceptuel associé à la pollution des différents milieux impactés sur les deux zones suivantes :

- zone 1 - piézomètres Pz506 / Pz507,
- zone 2 - piézomètre Pz512

présentant toutes deux, sur les résultats de surveillance 2024-2025 de la nappe résidus/remblais, des concentrations de pollutions significatives en COHV et TFA. La cartographie du réseau piézométrique prise en référence figure en annexe du présent arrêté.

Ce schéma conceptuel fait apparaître les enjeux extérieurs potentiellement exposés en s'appuyant notamment sur une évaluation de la vitesse locale de déplacement de la nappe des résidus/remblais ainsi que de la mobilité des COHV et TFA mesurées dans celle-ci.

Article 3 : Gestion des pollutions concentrées

La société RHODIA OPÉRATIONS définit dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur les deux zones mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

Ces mesures de gestion comprennent au moins le traitement des sources de pollution et de manière prioritaire la suppression des pollutions concentrées mises en évidence.

Le planning de réalisation des travaux pour le traitement et la suppression de ces pollutions concentrées est transmis au préfet sous ce même délai.

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :
<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Article 5 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de NÎMES soit par voie postale, soit via l'application information « Télérecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 6 : Exécution

Le sous-préfet d'Alès, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) OCCITANIE - unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de Salindres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société RHODIA OPÉRATIONS.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,



Emile SOUMBO

Cartographie du réseau piézométrique

